

## Des inconnus familiers

Pablo Micheli a été enlevé devant sa maison. On lui a volé son auto et on lui a dit de « cesser de causer des emmerdements ». On lui a mis une cagoule noire sur la tête et on lui a révélé qu'on savait des choses sur sa famille.

Par Werner Pertot

Pablo Micheli, secrétaire général de l'ATE (Asociación des los Trabajadores del Estado – Syndicat de la fonction publique), a été retenu pendant au moins deux heures par cinq individus armés de revolvers 9 mm. Selon ce qu'a confié le chef syndical à *Página 12*, ces individus l'ont coincé devant sa maison lundi dernier, au moment où il rentrait chez lui en voiture. Ils lui ont mis une cagoule noire sur la tête, l'ont forcé à monter dans une mini-fourgonnette et ont roulé dans la ville pendant environ deux heures. Ils lui ont dit connaître les noms et les allées et venues de sa famille et lui ont conseillé de « cesser de causer des emmerdements ». Les ravisseurs n'ont fait mention d'aucun des conflits dans lesquels son syndicat est impliqué. Ils l'ont finalement relâché dans Domínico et ont volé son auto, qui appartenait au syndicat. « J'ai beau être critique envers le gouvernement, je ne crois pas qu'il ait commandité cet enlèvement. Mais les menaces n'en étaient pas moins claires », a affirmé M. Micheli, qui dénoncera publiquement ces événements à midi, au cours d'une conférence de presse tenue au bureau national de la CTA (Central de Trabajadores de la Argentina – Centrale des travailleurs d'Argentine).

M. Micheli, qui est l'un des dirigeants de la CTA, fait partie d'un groupe d'opposants au gouvernement, avec le député Claudio Lozano et l'ex-secrétaire général du syndicat, Víctor De Gennaro. « Lundi soir, à l'entrée de ma maison, une mini-fourgonnette m'a bloqué le passage. Deux gars avec des revolvers 9 mm en sont sortis et, avec leurs armes pointées sur moi, m'ont fait monter de force dans la mini-fourgonnette. Leurs visages étaient découverts mais ils m'ont mis une cagoule sur la tête et m'ont maintenu par terre. Ils m'ont empêché de lever les yeux, a expliqué M. Micheli, qui serait incapable de décrire les visages de ses kidnappeurs. Il a toutefois pu noter qu'ils étaient cinq, avaient les cheveux courts, étaient âgés entre trente et quarante ans et « ne s'exprimaient pas comme des voleurs ordinaires ».

« Lorsqu'ils m'ont assailli, je leur ai dit : “prenez tout, prenez l'auto”. Mais ils m'ont répondu : “Non, toi tu viens avec nous, le grand chef syndical”. C'est là que me suis rendu compte qu'il ne s'agissait pas d'un simple vol », a-t-il poursuivi.

« Ils m'ont retenu pendant deux heures, m'ont promené à travers la ville et m'ont posé des questions comme "Où est l'argent de l'ATE? On connaît les allées et venues de tes enfants, on connaît le surnom de ta femme (ils ont mentionné le surnom), alors cesse de causer des emmerdements", se rappelle-t-il. Ils ne m'ont pas frappé. Je n'ai pas une seule égratignure. Ils m'ont demandé le NIP de ma carte de débit, mais ils ne m'ont pas pris un sou. Ils m'ont rendu mes cartes puis ils ont volé mon véhicule, qui appartenait au syndicat, a-t-il expliqué. Ils m'ont relâché à Domínico. Je ne savais même pas où j'étais. »

Ce n'est qu'hier que M. Micheli a décidé de dénoncer publiquement son enlèvement, puisqu'il s'est d'abord demandé s'il était victime d'un vol ordinaire ou de menaces reliées à ses activités syndicales. « Il était difficile de dire si c'était un geste politique ou un délit ordinaire », a-t-il expliqué. Hier, il a rencontré le maire de Lanús, Darío Díaz Pérez, pour discuter de l'incident. Le maire lui a exprimé sa sympathie et lui a offert d'accroître les mesures de sécurité dans le secteur de sa maison. Mais M. Micheli ne veut pas de la protection de la police. La CTA a porté plainte pour vol d'auto et compte déposer une autre plainte au criminel pour enlèvement et intimidation, après la conférence de presse d'aujourd'hui, qui aura lieu aux bureaux de la CTA nationale, à Piedras.